

RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE

EXERCICE 2016

COMPTE RENDU.....PAGE 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES.....PAGE 12

COMPTE RENDU

MODE DE PRÉSENTATION

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie ») a préparé le présent rapport comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ en appliquant la norme émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Le présent compte rendu doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés non audités.

La Monnaie a préparé les états financiers consolidés résumés non audités pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 2 juillet 2016 et le 27 juin 2015 conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs concernant la stratégie et les résultats financiers et opérationnels prévus de la Monnaie. Les énoncés prévisionnels sont fondés sur l'hypothèse selon laquelle aucune modification ne sera apportée à son mandat actuel. Ses principaux risques et incertitudes sont décrits dans les sections portant sur les perspectives et les risques d'exploitation de ce rapport. Toutefois, certains risques et incertitudes sont, par définition, difficiles à prédire et sont indépendants de la volonté de la Monnaie. Ils incluent, sans s'y limiter, les conditions économiques, concurrentielles et financières ainsi que les conditions liées au change, aux métaux précieux, aux métaux communs, aux technologies et à la réglementation. Ces facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents des attentes formulées de façon explicite ou implicite dans les énoncés prévisionnels.

FAITS SAILLANTS

- Le résultat consolidé après impôts a fléchi, passant des 12,6 millions de dollars qu'il était au même trimestre de 2015 à 9,0 millions, ce qui a découlé du rendement plutôt terne de la Ligne commerciale des produits numismatiques.
- Le produit généré par la Ligne commerciale des produits et services d'investissement est demeuré élevé au deuxième trimestre.
- Les ventes de produits numismatiques ont été encore été faibles dans le trimestre écoulé, et ce, en raison surtout du recul de celles de produits vendus à la valeur nominale.
- La Monnaie est en voie de réaliser les objectifs financiers énoncés dans son Plan d'entreprise 2016-2020.

RENDEMENT

Soucieuse d'atteindre ses objectifs, la Monnaie s'efforce d'accroître constamment sa rentabilité par une gestion prudente de ses finances et par des activités efficaces. Elle analyse son rendement au moyen de paramètres significatifs pour ses clients, ses partenaires commerciaux et ses employés. Les mesures présentées ci-dessous lui permettent de surveiller sa capacité à améliorer son rendement et à créer de la valeur.

¹ *Loi sur la gestion des finances publiques*, LRC 1985, c. F-11

Période de 26 semaines close le 2 juillet 2016
(Non audité)

Résultats consolidés et rendement financier

(en millions de \$ CA pour les périodes closes le 2 juillet 2016 et le 27 juin 2015)

	Période de 13 semaines close le				Période de 26 semaines close le			
	2 juillet 2016	27 juin 2015	Variation en \$	Variation en %	2 juillet 2016	27 juin 2015	Variation en \$	Variation en %
Produit	762,0 \$	572,4 \$	189,5 \$	33	1 542,9 \$	1 212,6 \$	330,3 \$	27
Résultat avant impôts	12,1	17,0	(4,9)	(29)	25,3	32,7	(7,4)	(23)
Résultat après impôts	9,0	12,6	(3,6)	(29)	19,0	24,3	(5,3)	(22)

	Au			
	2 juillet 2016	31 décembre 2015	Variation en \$	Variation en %
Trésorerie	85,9 \$	140,8 \$	(54,9) \$	(39)
Stocks	96,2	78,6	17,6	22
Immobilisations	183,0	188,0	(5,0)	(3)
Total de l'actif	395,6	438,8	(43,2)	(10)
Fonds de roulement	123,1	129,9	(6,8)	(5)

Note : L'exercice de la Monnaie se termine le 31 décembre.

SURVOL DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des résultats de 2016 et de 2015**

Le produit consolidé des 13 semaines closes le 2 juillet 2016 a augmenté de 33 % pour atteindre 762,0 millions de dollars, contre 572,4 millions pour la période correspondante de 2015. Le produit de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement a encore affiché une excellente tenue, mais cela a été contrebalancé en partie par la baisse de celui de la Ligne commerciale des produits numismatiques, baisse qui a découlé surtout de la diminution du produit tiré des produits vendus à la valeur nominale et du repli temporaire du marché. Les charges d'exploitation du trimestre ont augmenté de 5 % et se sont chiffrées à 37,3 millions de dollars, comparativement à 35,6 millions pour la même période de l'exercice précédent. L'écart s'explique principalement par un remboursement de frais de distribution de 1,6 million de dollars au deuxième trimestre de 2015.

Le résultat consolidé avant impôts s'est comprimé de 29 % pour s'établir à 12,1 millions de dollars, contre 17,0 millions pour la même période de 2015. Cette diminution provient essentiellement de la baisse du résultat de la Ligne commerciale des produits numismatiques par suite du recul des ventes de produits vendus à la valeur nominale ainsi que de l'augmentation de la provision pour les stocks à rotation lente.

COMPTE RENDU

Période de 26 semaines close le 2 juillet 2016
(Non audité)

La baisse des liquidités au deuxième trimestre de 2016, en regard de celles au 31 décembre 2015, a découlé surtout d'une diminution de la trésorerie en raison du versement d'un dividende de 31,0 millions de dollars au gouvernement du Canada.

Le produit consolidé des 26 semaines closes le 2 juillet 2016 s'est situé à 1 542,9 millions de dollars, ce qui traduit une hausse de 27 % par rapport à celui de 1 212,6 millions pour la période correspondante de 2015. En cumul annuel, le résultat consolidé avant impôts s'est dégradé de 23 %, passant de 32,7 millions de dollars un an plus tôt à 25,3 millions. Le résultat après impôts est passé de 24,3 millions de dollars à 19,0 millions, pour un repli de 22 %. L'amélioration du produit s'explique principalement par la hausse de la demande des produits et services d'investissement. La dégradation du résultat provient essentiellement du recul du produit de la Ligne commerciale des produits numismatiques qu'a causé la diminution des ventes de produits vendus à la valeur nominale ainsi que de l'augmentation de la provision pour les stocks à rotation lente.

Comparaison des résultats réels et de ceux prévus pour 2016

La Monnaie a, pour les 13 et les 26 semaines closes le 2 juillet 2016, enregistré un produit consolidé beaucoup plus élevé que celui auquel elle s'attendait, ce qui a découlé du produit fort élevé qu'a enregistré la Ligne commerciale des produits et services d'investissement. La Monnaie a pu réaliser le résultat consolidé inscrit à son budget.

FAITS NOUVEAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Le 20 mai 2016, la Monnaie a reçu l'approbation par décret du Plan d'entreprise 2016-2020.

Produit des activités ordinaires par programme et ligne commerciale

(en millions de \$ CA pour les périodes closes le 2 juillet 2016 et le 27 juin 2015)

	Période de 13 semaines close le				Période de 26 semaines close le			
	2 juillet 2016	27 juin 2015	Variation en \$	Variation en %	2 juillet 2016	27 juin 2015	Variation en \$	Variation en %
Programme de pièces de circulation canadiennes	25,6 \$	26,9 \$	(1,3) \$	(5)	46,1 \$	48,0 \$	(1,9) \$	(4)
Produits et solutions de pièces de circulation	15,3	13,4	1,9	14	21,6	27,8	(6,2)	(22)
Produits et services d'investissement	678,8	485,7	193,1	40	1 391,3	1 045,3	346,0	33
Produits numismatiques	42,3	46,4	(4,1)	(9)	83,8	91,4	(7,6)	(8)

Points saillants de l'exploitation et analyse des résultats

Programme de pièces de circulation canadiennes

La Monnaie a pour mandat principal de gérer le réseau de pièces de circulation canadiennes et elle s'en acquitte en surveillant et en anticipant de manière continue l'offre et la demande, en collaborant avec des institutions financières canadiennes, des entreprises de transport blindé et d'autres intervenants afin de gérer la distribution de pièces à l'échelle du pays, en traitant et en recyclant des pièces existantes et en en produisant de nouvelles au besoin. La Monnaie a également pour responsabilité de préserver l'intégrité des pièces canadiennes par la recherche, le développement et l'application de caractéristiques de sécurité toujours plus avancées.

Explication des résultats

Au cours des 13 semaines closes le 2 juillet 2016, la demande nette des pièces de circulation canadiennes a légèrement fléchi, s'établissant ainsi à 1 088,6 millions de pièces, contre 1 135,2 millions pour la même période de 2015, ce qui est imputable au fait que les Jeux panaméricains et parapanaméricains de Toronto avaient engendré un élargissement de la demande en 2015. Les trois principales sources d'approvisionnement suivantes ont permis de combler la demande pendant le trimestre à l'étude.

- Les stocks détenus par de grandes institutions financières partout au pays : Au cours du trimestre, ces stocks ont fléchi à 759,8 millions de pièces, en regard de 803,7 millions dans la période correspondante de 2015. Le nombre de pièces recyclées disponibles ayant diminué, davantage de stocks excédentaires ont été utilisés pour combler la demande.
- Les pièces recyclées : Le volume de pièces recyclées s'est contracté, passant de 139,0 millions de pièces au deuxième trimestre de 2015 à 121,7 millions au trimestre correspondant de 2016. L'une des grandes institutions financières qui participait au programme de recyclage a abandonné le sien à la mi-mai.
- Les nouvelles pièces vendues à de grandes institutions financières : Au cours du trimestre, 122 millions de pièces ont été vendues à des institutions financières, contre 91,2 millions au deuxième trimestre de 2015.

Une gestion efficace du réseau de monnayage, laquelle permet d'assurer qu'il n'y a pas de pénurie de pièces, est réalisée tout en respectant les limites des stocks, telles qu'elles sont définies dans le Plan d'entreprise 2016-2020. Dans le but de regarnir les stocks détenus au nom du ministère des Finances, la Monnaie a produit 140,1 millions de pièces au cours du trimestre, comparativement à 126,9 millions au deuxième trimestre de 2015. Au cours des 13 semaines closes le 2 avril 2016, la Monnaie a émis cinq millions de pièces commémoratives, dont une pièce de un dollar commémorant le 100^e anniversaire du droit de vote des femmes au Canada. Le 1^{er} juillet 2016, la Monnaie a lancé un nouveau dollar porte-bonheur en hommage aux athlètes participant aux Jeux d'été de 2016 à Rio. Le lancement de plusieurs autres pièces de circulation commémoratives devrait avoir lieu dans le reste de l'année.

Au cours des 26 semaines closes le 2 juillet 2016, la demande nette des pièces de circulation canadiennes a été relativement stable, s'établissant ainsi à 1 954,7 millions de pièces, contre 2 007,8 millions pour la même période de 2015.

Produits et solutions de pièces de circulation

La Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation comprend la fabrication de pièces finies, de flans et de jetons destinés à des clients du monde entier, dont des banques centrales, des établissements de monnayage, des autorités monétaires et des ministères des Finances. Ces contrats permettent à la Monnaie de tirer parti de son infrastructure et de son savoir-faire de premier plan à son usine de Winnipeg. Au pays, ces activités englobent le Programme de récupération des alliages en vertu duquel les plus vieilles pièces sont retirées du marché et remplacées par des pièces en acier plaqué multicouche, lesquelles sont plus durables et plus sûres.

Explication des résultats

Le produit de la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation a augmenté de 14 % au cours des 13 semaines closes le 2 juillet 2016, passant à 15,3 millions de dollars, contre 13,4 millions pour la même période de 2015. Le produit tiré des ventes de pièces de circulation étrangères a bondi de 66 %, pour s'établir à 12,6 millions de dollars, comparativement à 7,6 millions au deuxième trimestre de 2015. Quant à celui généré par le Programme de récupération des alliages, il s'est chiffré à 2,7 millions de dollars, comparativement à 5,7 millions au deuxième trimestre de 2015, accusant ainsi une baisse de 53 %.

Le produit provenant des pièces de circulation étrangères reflète l'expédition de 338,7 millions de pièces et flans à cinq pays au cours du trimestre, comparativement aux 226,2 millions de pièces et flans qui ont été expédiés à sept pays dans la même période de 2015. Durant le trimestre à l'étude, la Monnaie a conclu cinq contrats visant la production de 191 millions de pièces de circulation et flans destinés à des clients des Caraïbes, de l'Afrique et de l'Asie.

Le produit tiré du Programme de récupération des alliages rend compte d'une contraction de 40 % des volumes de pièces recyclées ainsi que de l'incidence de la forte baisse des cours du nickel et du cuivre en regard de ceux d'il y a un an.

Dans les 26 semaines closes le 2 juillet 2016, la Monnaie a produit et expédié à huit pays 408,1 millions de pièces et flans, comparativement à 563,5 millions de pièces et flans à douze pays dans la même période de 2015. Le produit a baissé de 9 %, passant de 18,0 millions de dollars un an plus tôt à 16,4 millions. La diminution du produit en cumul annuel a découlé principalement du calendrier des expéditions à un important client de l'Asie-Pacifique. De fait, la Monnaie prévoit lui livrer ses pièces avant la clôture de l'exercice. Dans la période de 26 semaines, la Monnaie a conclu cinq contrats visant la production de pièces et de flans pour cinq pays, comparativement à neuf contrats conclus avec sept pays dans la période correspondante de 2015. Pour la première moitié de l'exercice, le produit tiré du Programme de récupération des alliages s'est replié de 45 %, passant des 9,7 millions de dollars qu'il était un an plus tôt à 5,3 millions.

Produits et services d'investissement

La Monnaie propose à sa clientèle des produits et services d'investissement de premier plan sous forme de pièces et de lingots en métaux précieux auxquels s'ajoutent des services intégrés complémentaires d'affinage et d'entreposage. Les Reçus de transactions boursières des Réserves d'or et d'argent canadiennes qui sont cotés à la Bourse de Toronto permettent aux épargnants et aux investisseurs institutionnels d'avoir accès aux métaux précieux entreposés par la Monnaie et réduisent ses coûts de location de métaux précieux.

Explication des résultats

Pour les 13 semaines closes le 2 juillet 2016, le produit de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement s'est accru de 40 %, atteignant 678,8 millions de dollars, contre 485,7 millions pour la même période de 2015. Les ventes de pièces d'or, soit principalement des pièces Feuille d'érable en or, se sont accrues de 53 %, passant à 251,4 milliers d'onces, comparativement à 163,8 milliers pour le même trimestre de 2015. Quant aux ventes de pièces d'argent, à savoir surtout des pièces Feuilles d'érable en argent, elles ont augmenté de 24 %, se situant ainsi à 8,4 millions d'onces, comparativement à 6,8 millions un an plus tôt.

Les ventes ont été soutenues par le lancement, en juin, d'une pièce d'investissement de une once en argent pur à 99,99 % en hommage à SUPERMAN^{MC}, ce qui a constitué une première mondiale. Qui plus est, une marque de sécurité microgravée, soit une feuille d'érable arborant le numéro « 16 », fait de cette pièce d'investissement exclusive un objet de collection ultra-sécuritaire.

Pour les 26 semaines closes le 2 juillet 2016, le produit de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement s'est renforcé de 33 %, passant des 1 045,3 millions de dollars qu'il était pour la période correspondante de 2015 à 1 391,3 millions. Les ventes de pièces d'or ont monté

de 40 %, pour atteindre 481,2 milliers d'onces, contre 342,9 milliers un an plus tôt. Quant aux ventes de pièces d'argent elles ont augmenté de 26 %, s'établissant ainsi à 19,7 millions d'onces, comparativement à 15,7 millions un an auparavant.

Produits numismatiques

La Ligne commerciale des produits numismatiques englobe la création de médailles et de pièces de collection et la vente de ces produits à des clients du Canada et d'ailleurs dans le monde. Grâce à ses motifs de classe mondiale, la Monnaie occupe une position de chef de file mondial dans l'art et la science du monnayage qui est régulièrement reconnue par de prestigieux prix internationaux. Le site monnaie.ca se classe toujours parmi les destinations favorites pour les achats de pièces numismatiques en ligne.

Explication des résultats

Le produit de la Ligne commerciale des produits numismatiques a fléchi de 9 % pour s'établir à 42,3 millions de dollars pour les 13 semaines closes le 2 juillet 2016, comparativement à 46,4 millions au deuxième trimestre de 2015. Au cours du trimestre, la Monnaie a émis 56 nouveaux produits et a réussi à en écouler 26, comparativement à 66 nouveaux produits et à 19 produits écoulés dans la même période de 2015, ce qui témoigne des efforts déployés par la Monnaie pour améliorer la performance de son portefeuille.

La demande des pièces numismatiques en or et en argent de la Monnaie a grandement influé sur son rendement consolidé. Au deuxième trimestre de 2016, les ventes de produits numismatiques en or ont fléchi de 28 %, se situant ainsi à 6,4 millions de dollars, comparativement à 8,9 millions pour la période correspondante de 2015. Quant aux ventes de produits numismatiques en argent, elles se sont repliées de 8 % pour s'établir à 32,5 millions de dollars, contre 35,4 millions en 2015.

Au deuxième trimestre, le produit de cette ligne commerciale a été fortement touché par le recul des ventes de produits vendus à leur valeur nominale, du fait notamment des initiatives mises de l'avant par la direction pour atténuer les risques associés aux retours de produits. Celle-ci continue de surveiller les résultats du programme de produits vendus à la valeur nominale. Pour d'autres renseignements concernant ces retours sur ventes, il y a lieu de se reporter à la note 10 afférente aux états financiers consolidés résumés non audités.

La facture impeccable, l'innovation et la qualité inégalée des produits de la Monnaie font le succès de la Ligne commerciale des produits numismatiques. Entre autres produits novateurs que la Monnaie a lancés au deuxième trimestre de 2016, citons une pièce de 20 \$ en argent fin qui reproduit en trois dimensions une goutte d'eau ainsi qu'une autre pièce de 20 \$ en argent fin sur laquelle l'application diffuse de couleurs vives recrée l'éclat d'un arc-en-ciel qui émerge d'un paysage au ciel sombre et orageux. La Monnaie a également lancé trois pièces comportant des ornements en verre innovants, dont une pièce aux pigments photoluminescents sur laquelle est

incrustée une goutte de verre borosilicaté et une autre arborant un tourbillon en argent qui représente le mouvement d'une onde radio.

Pour les 26 semaines closes le 2 juillet 2016, le produit de la Ligne commerciale des produits numismatiques s'est chiffré à 83,8 millions de dollars, comparativement à 91,4 millions pour la même période de 2015. Depuis le début de l'exercice 2016, 113 pièces numismatiques ont été émises, contre 129 un an plus tôt. La Monnaie en a écoulé 40 jusqu'à présent, comparativement à 32 dans la même période de 2015. Les ventes de produits numismatiques en or se sont renforcées de 20 % et ont atteint 20,6 millions de dollars, contre 17,2 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Quant aux ventes de produits numismatiques en argent, elles ont reculé de 7 %, passant de 68,3 millions de dollars un an auparavant à 63,5 millions.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 2 juillet 2016, le solde de trésorerie de la Monnaie avait diminué pour s'établir à 85,9 millions de dollars, comparativement à 140,8 millions au 31 décembre 2015. La diminution a découlé surtout du versement d'un dividende de 31,0 millions de dollars au gouvernement du Canada ainsi que de l'achat de métaux précieux en prévision de l'accroissement de la demande qui est attendue dans les trimestres à venir. Les stocks sont passés des 78,6 millions de dollars qu'ils étaient au 31 décembre 2015 à 96,2 millions. La hausse est attribuable à l'achat de métaux précieux ainsi qu'à l'augmentation des stocks de pièces de circulation étrangères en attente d'expédition. Le fonds de roulement est passé à 123,1 millions de dollars, contre 129,9 millions au 31 décembre 2015, ce qui a découlé essentiellement du recul de la trésorerie.

Le total de l'actif consolidé a fléchi de 10 % et se chiffrait à 395,6 millions de dollars au 2 juillet 2016, en regard de 438,8 millions au 31 décembre 2015.

Au cours du trimestre, les dépenses en immobilisations ont reculé pour s'établir à 2,5 millions de dollars, comparativement à 3,7 millions pour la même période de 2015. L'écart reflète surtout l'inscription à l'actif de droits de licence et de parrainage liés aux Jeux panaméricains et parapanaméricains de Toronto au deuxième trimestre de 2015.

RISQUES D'EXPLOITATION

Le rendement de la Monnaie dépend de nombreux facteurs, dont les pressions de la concurrence, la conjoncture économique et la volatilité des marchés financiers et des marchandises. Une part importante de son produit et de ses charges est libellée en devises, soit principalement en dollars américains, ce qui expose la Monnaie au risque de change. Diverses stratégies de gestion de ce risque, dont des couvertures naturelles et des instruments financiers couvrant une partie de ses flux de trésorerie nets libellés en dollars américains, permettent de l'atténuer.

La Monnaie continue de surveiller le risque associé aux retours sur ventes de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale. Il n'y a eu aucun changement important dans les autres risques d'exploitation qui sont analysés dans le rapport de gestion du rapport annuel 2015.

PERSPECTIVES

Les résultats opérationnels et financiers obtenus au cours des 26 semaines closes le 2 juillet 2016 démontrent que la Monnaie est en voie d'atteindre les objectifs financiers énoncés dans le Plan d'entreprise 2016-2020.

Dans le cas de la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation, un renforcement de la demande des pièces de circulation étrangères est prévu dans les douze prochains mois, et celle des flans devrait s'intensifier dans la seconde moitié de 2017. Le repli des volumes de recyclage fait l'objet d'une étroite surveillance afin d'en évaluer l'incidence sur l'offre de pièces de circulation canadiennes.

Le résultat du vote sur le Brexit devrait continuer d'engendrer des incertitudes et d'accroître la volatilité des marchés financiers et de ceux des métaux précieux. Tant les cours de l'or que ceux de l'argent ont fortement augmenté après ce vote, mais cela ne s'est pas encore traduit par une hausse significative de la demande des produits et services d'investissement.

La Monnaie est en voie de revoir son programme de produits numismatiques vendus à la valeur nominale et d'élaborer un plan qui assurera la croissance à venir de la Ligne commerciale des produits numismatiques.

Déclaration de responsabilité de la haute direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction doit aussi veiller à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

La présidente et chef de la direction,

*La chef de la direction financière et vice-présidente,
Finances et Administration,*



Sandra L. Hanington

Jennifer Camelon, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 17 août 2016

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Non audité

(en milliers de \$ CA)

	Notes	Au 2 juillet 2016	31 décembre 2015
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie	5	85 947 \$	140 776 \$
Créances	6	17 969	22 946
Charges payées d'avance		3 643	4 821
Impôts sur le résultat à recevoir		6 191	2 891
Stocks	7	96 177	78 570
Actifs financiers dérivés	8	2 468	756
Total des actifs courants		212 395	250 760
Actifs non courants			
Actifs financiers dérivés	8	232	-
Immobilisations corporelles	9	169 053	172 597
Immeuble de placement		236	236
Immobilisations incorporelles	9	13 699	15 211
Total des actifs non courants		183 220	188 044
Total des actifs		395 615 \$	438 804 \$
Passifs courants			
Fournisseurs et charges à payer	10	58 433 \$	85 771 \$
Emprunts		7 522	7 526
Produits différés		15 804	8 656
Impôts sur le résultat exigibles		-	4 828
Avantages sociaux	11	2 881	2 697
Passifs financiers dérivés	8	4 617	11 414
Total des passifs courants		89 257	120 892
Passifs non courants			
Passifs financiers dérivés	8	612	4 096
Emprunts		26 985	26 987
Passifs d'impôts différés		1 388	564
Avantages sociaux		10 439	10 439
Total des passifs non courants		39 424	42 086
Total des passifs		128 681	162 978
Capitaux propres			
Capital-actions (4 000 actions non transférables autorisées et émises)		40 000	40 000
Résultats non distribués		230 604	242 655
Cumul des autres éléments du résultat global		(3 670)	(6 829)
Total des capitaux propres		266 934	275 826
Total du passif et des capitaux propres		395 615 \$	438 804 \$

Engagements, éventualités et garanties (note 17)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de \$ CA)

	Notes	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
		2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Produits des activités ordinaires	12	761 978 \$	572 432 \$	1 542 900 \$	1 212 561 \$
Coût des ventes	13, 14	714 384	520 288	1 452 852	1 110 932
Marge brute		47 594	52 144	90 048	101 629
Charges d'exploitation					
Frais de marketing et ventes	13, 14	22 409	21 736	39 797	40 548
Frais d'administration	13, 14	14 927	13 865	29 621	28 715
Charges d'exploitation		37 336	35 601	69 418	69 263
Profits nets de change		1 665	594	4 508	624
Résultat d'exploitation		11 923	17 137	25 138	32 990
Produits (frais) financiers, au net					
(Frais) financiers		(75)	(127)	(93)	(272)
Autres produits		220	-	220	-
Résultat avant impôts sur le résultat		12 068	17 010	25 265	32 718
Charge d'impôts sur le résultat		3 031	4 421	6 316	8 463
Résultat de la période		9 037	12 589	18 949	24 255
Autres éléments du résultat global					
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>					
Profits nets (pertes nettes) non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie		313	1 227	3 276	(1 412)
Reclassement de pertes nettes réalisées sur couvertures de flux de trésorerie transférées des autres éléments du résultat global		(338)	(655)	(117)	885
Autres éléments du résultat global, net d'impôts		(25)	572	3 159	(527)
Résultat global total		9 012 \$	13 161 \$	22 108 \$	23 728 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

Période de 13 semaines close le 2 juillet 2016 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 2 avril 2016	40 000 \$	221 567 \$	(3 645) \$	257 922 \$
Résultat de la période	-	9 037	-	9 037
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	(25)	(25)
Solde au 2 juillet 2016	40 000 \$	230 604 \$	(3 670) \$	266 934 \$

Période de 13 semaines close le 27 juin 2015 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 28 mars 2015	40 000 \$	307 087 \$	(2 703) \$	344 384 \$
Résultat de la période	-	12 589	-	12 589
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	572	572
Dividende versé	-	(10 000)	-	(10 000)
Solde au 27 juin 2015	40 000 \$	309 676 \$	(2 131) \$	347 545 \$

Période de 26 semaines close le 2 juillet 2016 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2015	40 000 \$	242 655 \$	(6 829) \$	275 826 \$
Résultat de la période	-	18 949	-	18 949
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	3 159	3 159
Dividende versé	-	(31 000)	-	(31 000)
Solde au 2 juillet 2016	40 000 \$	230 604 \$	(3 670) \$	266 934 \$

Période de 26 semaines close le 27 juin 2015 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2014	40 000 \$	295 421 \$	(1 604) \$	333 817 \$
Résultat de la période	-	24 255	-	24 255
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	(527)	(527)
Dividende versé	-	(10 000)	-	(10 000)
Solde au 27 juin 2015	40 000 \$	309 676 \$	(2 131) \$	347 545 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
Non audité

(en milliers de \$ CA)

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Entrées de trésorerie – clients	669 738 \$	448 430 \$	1 252 701 \$	943 106 \$
Encaissements – disposition de la Cybermonnaie	220	-	220	-
Sorties de trésorerie – fournisseurs et employés	(689 512)	(458 376)	(1 294 388)	(943 148)
Intérêts versés	(429)	(378)	(579)	(531)
Encaissements – contrats dérivés	205 954	129 310	486 351	241 199
Décaissements – contrats dérivés	(181 466)	(100 506)	(448 120)	(195 925)
Impôts sur le résultat versés	(8 583)	(3 352)	(14 178)	(6 547)
Flux de trésorerie nets (utilisés) générés par les activités opérationnelles	(4 078)	15 128	(17 993)	38 154
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Intérêts reçus	84	163	555	574
Encaissements sur contrats dérivés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 877	-	2 906	-
Décaissements sur contrats dérivés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 030)	-	(3 218)	-
Sorties de trésorerie pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 369)	(3 797)	(5 607)	(11 546)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	(2 438)	(3 634)	(5 364)	(10 972)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dividende versé	-	(10 000)	(31 000)	(10 000)
Remboursement d'emprunts et d'autres créances	(3)	-	(2)	4
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités de financement	(3)	(10 000)	(31 002)	(9 996)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	(6 519)	1 494	(54 359)	17 186
Trésorerie à l'ouverture de la période	92 529	120 466	140 776	104 153
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie détenue en monnaies étrangères	(63)	(180)	(470)	441
Trésorerie à la clôture de la période	85 947 \$	121 780 \$	85 947 \$	121 780 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie » ou « Société ») a été constituée en 1969 en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* afin de frapper des pièces de monnaie et d'exercer des activités connexes. Elle est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle produit toutes les pièces de monnaie qui ont cours au Canada et administre le réseau de distribution pour le compte du gouvernement du Canada.

En décembre 2014, la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* a été modifiée pour préciser que même si la Monnaie a pour mission de fonctionner en vue de réaliser des bénéfices, elle ne doit plus prévoir en tirer de la fourniture de marchandises et de services à Sa Majesté du chef du Canada, y compris la frappe des pièces de monnaie de circulation.

En juillet 2015, un décret (C.P. 2015-1107) a été délivré en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ordonnant à la Société d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de frais de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, lignes directrices et instruments connexes du Conseil du Trésor en ce domaine, et ce, en accord avec ses obligations juridiques. Ce décret lui ordonnait aussi de faire rapport sur leur mise en œuvre dans son prochain plan d'entreprise. La Société s'est conformée à ce décret et a instauré, en date du 29 février 2016, une nouvelle politique intégrée en matière de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements.

La Monnaie est aussi l'un des principaux producteurs mondiaux de pièces de circulation, de collection et d'investissement destinées aux marchés intérieur et extérieur, et l'un des plus grands affineurs d'or au monde. Les adresses du siège social et des installations principales sont le 320, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G8, Canada et le 520, boulevard Lagimodière, Winnipeg (Manitoba), R2J 3E7, Canada.

En 2002, la Monnaie a constitué RCMH-MRCF Inc., une filiale entièrement détenue, qui est inactive depuis le 31 décembre 2008.

La Société est une société d'État fédérale visée par règlement et est assujettie à l'impôt fédéral sur le résultat en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

2. BASE DE PRÉSENTATION

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme le permet cette norme, ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne renferment pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés annuels et doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2015.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

Le 17 août 2016, le Conseil d'administration de la Société a autorisé la publication de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

2.2 Mode de présentation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux IFRS.

Bien que la date de clôture de l'exercice de la Société, à savoir le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne concordent pas nécessairement avec celles des trimestres de l'année civile. Chaque trimestre de la Société comporte plutôt 13 semaines.

2.3 Consolidation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les états financiers intermédiaires de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue. Les méthodes comptables de cette filiale correspondent à celles qu'utilise la Société. Les transactions, soldes, produits et charges interentreprises ont été entièrement éliminés lors de la consolidation.

2.4 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et les informations fournies sont en milliers de dollars canadiens (\$ CA), soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.5 Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente dans les périodes considérée et comparative.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

3. PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRUCIAUX

Pour établir ces états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction a dû poser des jugements cruciaux et des hypothèses et faire des estimations qui ont influé sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période de présentation de l'information financière.

En posant les jugements cruciaux et les hypothèses et en faisant les estimations, la direction s'est fiée aux informations externes et aux conditions observables lorsqu'elle le pouvait et, au besoin, a également procédé à des analyses internes. Les jugements, estimations et hypothèses connexes sont fondés sur les résultats passés et d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations et hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de façon continue.

Tel qu'il est indiqué dans les états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2015, les produits sont présentés déduction faite des retours de la part des clients, des rabais et autres remises semblables. Ainsi, la direction doit poser des jugements concernant le taux de retour prévu et la valeur de réalisation nette des articles retournés. La note 10 donne des détails sur la provision pour retours sur ventes et remises estimés.

4. APPLICATION D'IFRS NOUVELLES OU RÉVISÉES

4.1 IFRS nouvelles ou révisées qui ont une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») n'a publié aucune IFRS nouvelle ou révisée qui est entrée en vigueur au cours des 26 semaines closes le 2 juillet 2016 et qui a eu une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

4.2 IFRS nouvelles ou révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

Il a été établi que les modifications suivantes pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société dans des périodes futures. La Société est actuellement en voie d'analyser ces modifications et c'est pourquoi l'étendue de l'incidence de leur adoption est encore inconnue.

IAS 12, Impôts sur le résultat

Une modification d'IAS 12 a été publiée en janvier 2016 relativement à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

Une modification d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, a été publiée en janvier 2016 et précise que les entités doivent fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs provenant des activités de financement. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, qui incorpore le classement ainsi que les phases du projet en matière d'évaluation, de la dépréciation et de la comptabilité de couverture du projet afin de remplacer les normes existantes d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme IFRS 9 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir (« IFRS 7 »)

Une modification d'IFRS 7 a été publiée en décembre 2011. Elle exige de fournir des informations sur l'application initiale d'IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

Une autre modification d'IFRS 7 a été publiée en novembre 2013. Elle exige de fournir des informations supplémentaires sur la comptabilité de couverture résultant de l'introduction d'une section sur la comptabilité de couverture dans IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (« IFRS 15 »)

IFRS 15 a été publié en mai 2014 et précise la façon dont une entité publiant selon les IFRS comptabilisera les produits et le moment où elle le fera, et exige aussi que l'entité fournisse de meilleures informations pertinentes aux utilisateurs d'états financiers. La norme remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations correspondantes. L'application de la norme est obligatoire pour toutes les entités publiant selon les IFRS et s'applique à presque tous les contrats avec les clients; les principales exceptions étant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. En juillet 2015, l'IASB a reporté au 1^{er} janvier 2018 la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 16, Contrats de location

IFRS 16 a été publiée le 13 janvier 2016 et remplacera IAS 17, *Contrats de location*. Selon la nouvelle norme, les contrats de location devront être inscrits au bilan d'une entreprise, ce qui augmentera la visibilité de ses actifs et de ses passifs. IFRS 16 abolit le classement des contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement (pour le locataire) et prescrit de traiter tous les contrats de location comme étant de location-financement. Les contrats de location à court terme (moins de 12 mois) et ceux portant sur des actifs de faible valeur (tels les ordinateurs personnels) comporteront une exemption facultative relativement aux nouvelles exigences. La date d'entrée en vigueur de cette nouvelle norme est le 1^{er} janvier 2019. Une adoption anticipée est autorisée (dans la mesure où la norme sur les produits qui a récemment été émise, soit IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, est également adoptée).

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 26 SEMAINES CLOSE LE 2 JUILLET 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

5. TRÉSORERIE

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Dollars canadiens	79 221 \$	128 676 \$
Dollars américains	6 258	11 146
Euros	468	954
Total de la trésorerie	85 947 \$	140 776 \$

6. CRÉANCES

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Créances clients et régularisations	16 328 \$	20 632 \$
Provision pour créances douteuses	(81)	(81)
Créances clients, au net	16 247	20 551
Créances diverses	1 722	2 395
Total des créances	17 969 \$	22 946 \$

La Société ne détient aucune garantie eu égard aux créances clients et créances diverses.

7. STOCKS

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Matières premières et fournitures	23 216 \$	10 976 \$
Travaux en cours	23 812	20 287
Produits finis	49 149	47 307
Total des stocks	96 177 \$	78 570 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes a été d'environ 1,5 milliard de dollars pour les 26 semaines closes le 2 juillet 2016 (1,1 milliard pour les 26 semaines closes le 27 juin 2015).

Le coût des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes pour les 26 semaines closes le 2 juillet 2016 a compris 2,9 millions de dollars à titre de dépréciation de stocks à la valeur nette de réalisation (1,2 million pour les 26 semaines closes le 27 juin 2015).

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

8. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

8.1 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

8.1.1 Classement et techniques d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers

La Société détient des instruments financiers sous forme de trésorerie, de créances, d'actifs dérivés, de fournisseurs et charges à payer, d'emprunts et de passifs dérivés.

La Société a estimé de la façon suivante la juste valeur de ses instruments financiers :

- i) La valeur comptable de la trésorerie, des créances et des fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur approximative en raison de la durée relativement courte de ces instruments financiers.
- ii) La juste valeur des emprunts a été estimée en se fondant sur la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt du marché appropriés à la date respective indiquée.
- iii) La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt est fondée sur les cours du marché à terme estimés ajustés en fonction de la qualité du crédit. La Société prend en compte le risque de contrepartie et son propre risque pour établir la juste valeur des instruments financiers.

Le tableau suivant donne des précisions sur les types d'instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés à la juste valeur.

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Actifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	2 700 \$	756 \$
	2 700 \$	756 \$
Passifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	4 475 \$	14 826 \$
Swaps de taux d'intérêt	754	684
	5 229 \$	15 510 \$

8.1.2 Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers, autres que ceux qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur et dont la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable, peu importe qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, il est nécessaire de présenter leur juste valeur et de les classer selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées dans leur évaluation :

- Niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

- Niveau 2 : données autres que les cours du marché visés dans le niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (à savoir des cours) ou indirectement (à savoir des dérivés des cours).
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

L'évaluation de la juste valeur de la trésorerie est classée comme étant au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs au 2 juillet 2016 et au 31 décembre 2015. Les évaluations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers détenus par la Société sont classées comme étant au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 2 juillet 2016 et au 31 décembre 2015. Il n'y a pas eu de virement d'instruments financiers entre les niveaux au cours des 26 semaines closes le 2 juillet 2016.

8.2 Objectifs et cadre de gestion des risques financiers

L'utilisation d'instruments financiers expose la Société au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en place et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la Société. Le Comité de vérification aide le Conseil et est responsable de l'examen, de l'approbation et de la surveillance des politiques de la Société en matière de gestion des risques, dont l'élaboration d'un programme de gestion des risques d'entreprise, qui comprend l'établissement du degré de tolérance aux risques, la détermination et l'évaluation des incidences de divers risques et l'élaboration de plans d'action de gestion des risques visant à atténuer les risques dépassant le degré de tolérance au risque de l'entreprise. Le Comité de vérification rend régulièrement compte de ses activités au Conseil d'administration.

8.2.1 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il se situe surtout dans les créances clients, la trésorerie et les instruments dérivés. La Société a adopté une politique selon laquelle elle ne transige qu'avec des contreparties bien cotées comme moyen d'atténuer le risque d'une perte financière par manquement. L'exposition de la Société et les cotes de crédit des contreparties sont surveillées de manière continue.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires représente l'exposition maximale au risque de crédit.

8.2.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et prévus pour s'assurer dans la mesure du possible qu'elle a les liquidités nécessaires pour satisfaire aux obligations qui échoient dans une conjoncture normale ou contraignante, sans subir de pertes inacceptables ni risquer une atteinte à sa réputation.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

8.2.3 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, telles les fluctuations des cours de change, des taux d'intérêt ou des prix des marchandises, influent sur le résultat de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers.

La Société utilise des dérivés, tels des contrats de change à terme, des accords d'échange de taux d'intérêt, des swaps sur marchandises et des contrats à terme de gré à gré, pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises. La Société achète et vend des dérivés dans le cours normal de ses activités, et toutes ces transactions sont exécutées conformément aux lignes directrices prévues dans les politiques en vigueur. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change lors des transactions d'achat et de vente réalisées en monnaies étrangères, ce qui englobe essentiellement le dollar américain et l'euro. Elle gère son exposition aux fluctuations des cours de change entre les monnaies étrangères et le dollar canadien en concluant des contrats de change à terme et en appliquant la comptabilité de couverture à certains contrats admissibles afin de minimiser la volatilité du résultat net. Elle a également recours à de tels contrats pour gérer ses besoins de trésorerie généraux.

L'incidence d'une variation du risque de change sur les états financiers consolidés n'est pas importante puisque le montant net de l'exposition aux monnaies étrangères non couverte est négligeable.

Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt variable exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. Ce risque n'existe pas dans le cas de la trésorerie parce qu'il n'y a pas de placements à court terme aux dates indiquées. Les emprunts au taux des acceptations bancaires ou sur un swap de taux exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La Société a couvert l'intégralité de son exposition aux variations des taux d'intérêt liés à ces instruments en concluant des swaps de taux correspondants prévoyant qu'elle paie un taux fixe en retour d'un taux variable. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme des instruments de couverture selon le modèle de comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt fixe sont assujettis au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. La Société ne comptabilise pas ses instruments d'emprunt à taux fixe en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'influerait donc d'aucune façon sur le résultat net découlant de ces instruments à taux fixe. Les swaps de taux d'intérêt exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur.

Risque marchandises

La Société achète des métaux précieux qu'elle utilise pour fabriquer ses produits d'investissement et ses pièces numismatiques ainsi que des métaux communs et des alliages dont elle se sert pour

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

produire des pièces de circulation canadiennes et étrangères. Elle réduit le risque que pose la volatilité des cours des métaux en faisant concorder le calendrier de ses achats et de ses ventes, en transférant aux fournisseurs par contrat le risque lié aux prix et en se servant de stratégies de couverture ainsi que des couvertures naturelles que lui procurent ses activités commerciales. L'incidence des variations du risque marchandises sur ses états financiers consolidés est négligeable.

9. IMMOBILISATIONS

9.1 Immobilisations corporelles

La composition de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles de la Société est présentée dans les tableaux suivants.

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Coût	411 076 \$	407 413 \$
Cumul des amortissements	(242 023)	(234 816)
Valeur comptable nette	169 053 \$	172 597 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actif

Terrains et améliorations aux terrains	2 921 \$	2 922 \$
Édifices et améliorations	90 966	93 302
Matériel	71 997	73 215
Projets d'immobilisations en cours	3 169	3 158
Valeur comptable nette	169 053 \$	172 597 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 26 SEMAINES CLOSE LE 2 JUILLET 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des immobilisations corporelles au 2 juillet 2016 :

	Terrains et améliorations aux terrains	Édifices et améliorations	Matériel	Projets d'immobi- lisations en cours	Total
Coût					
Solde au 31 décembre 2014	4 094 \$	150 240 \$	244 968 \$	9 733 \$	409 035 \$
Entrées	-	3 451	7 899	2 890	14 240
Virements	-	2 003	7 462	(9 465)	-
Décomptabilisation	-	-	(11 398)	-	(11 398)
Sorties	-	-	(4 464)	-	(4 464)
Solde au 31 décembre 2015	4 094	155 694	244 467	3 158	407 413
Entrées	-	145	1 472	2 146	3 763
Virements	-	149	1 986	(2 135)	-
Sorties	-	(64)	(36)	-	(100)
Solde au 2 juillet 2016	4 094 \$	155 924 \$	247 889 \$	3 169 \$	411 076 \$
Cumul des amortissements					
Solde au 31 décembre 2014	955 \$	17 480 \$	148 950 \$	- \$	167 385 \$
Amortissement	(8)	5 622	11 519	-	17 133
Décomptabilisation	-	-	(11 398)	-	(11 398)
Sorties	-	-	(3 213)	-	(3 213)
Dépréciation	225	39 290	25 394	-	64 909
Solde au 31 décembre 2015	1 172	62 392	171 252	-	234 816
Amortissement	1	2 600	4 666	-	7 267
Sorties	-	(34)	(26)	-	(60)
Solde au 2 juillet 2016	1 173 \$	64 958 \$	175 892 \$	- \$	242 023 \$
Valeur comptable nette au 2 juillet 2016	2 921 \$	90 966 \$	71 997 \$	3 169 \$	169 053 \$

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins le cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Aucun actif n'avait été donné en garantie pour des emprunts au 2 juillet 2016.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 26 SEMAINES CLOSE LE 2 JUILLET 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

9.2 Immobilisations incorporelles

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Coût	30 449 \$	29 589 \$
Cumul des amortissements	(16 750)	(14 378)
Valeur comptable nette	13 699 \$	15 211 \$

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des immobilisations incorporelles au 2 juillet 2016 :

	Logiciels	Échange non monétaire	Projets d'immobilisations en cours	Total
Coût				
Solde au 31 décembre 2014	40 546 \$	-	1 019 \$	41 565 \$
Entrées	758	1 362	1 046	3 166
Virements	584	-	(584)	-
Décomptabilisation	(13 780)	(1 362)	-	(15 142)
Solde au 31 décembre 2015	28 108	-	1 481	29 589
Entrées	569	-	291	860
Virements	1 286	-	(1 286)	-
Solde au 2 juillet 2016	29 963 \$	- \$	486 \$	30 449 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 décembre 2014	24 115 \$	-	- \$	24 115 \$
Amortissement	3 440	1 362	-	4 802
Décomptabilisation	(13 780)	(1 362)	-	(15 142)
Dépréciation	603	-	-	603
Solde au 31 décembre 2015	14 378	-	-	14 378
Amortissement	2 372	-	-	2 372
Solde au 2 juillet 2016	16 750 \$	- \$	- \$	16 750 \$
Valeur comptable nette au 2 juillet 2016	13 213 \$	- \$	486 \$	13 699 \$

Les immobilisations incorporelles de la Société se composent principalement de logiciels achetés pour un usage interne ou pour la prestation de services aux clients.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

10. FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Fournisseurs et charges à payer	58 433 \$	85 771 \$

Les charges à payer au 2 juillet 2016 incluaient une provision de 6,8 millions de dollars (2,0 millions au 31 décembre 2015) pour les retours sur ventes et remises estimatifs. Au cours des 26 semaines closes le 2 juillet 2016, la provision a été réduite de 2,1 millions de dollars en raison des retours sur ventes réels, mais a été augmentée de 6,9 millions pour les retours sur ventes estimatifs futurs.

11. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX

11.1 Prestations de retraite

Pratiquement tous les membres du personnel de la Société sont couverts par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime de retraite contributif à prestations définies, constitué en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Autant les employés que la Société doivent verser des cotisations. Le président du Conseil du Trésor fixe les cotisations exigées des employeurs, lesquelles sont un multiple de celles exigées des membres du personnel. La Société a versé des cotisations totalisant 6,3 millions de dollars dans les 26 semaines closes le 2 juillet 2016 (6,4 millions dans les 26 semaines closes le 27 juin 2015).

11.2 Autres avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des indemnités de départ aux membres de son personnel ainsi que des avantages de retraite supplémentaires, qui comprennent des avantages postérieurs au départ à la retraite et des prestations d'assurance destinées à certains employés retraités. Les avantages s'accumulent au fur et à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. Ces régimes d'avantages n'étant pas capitalisés, ils ne comportent aucun actif et présentent donc un déficit égal à l'obligation au titre des avantages constitués.

11.3 Autres avantages du personnel à long terme

Les autres avantages à long terme de la Société comprennent des avantages aux membres du personnel qui reçoivent des prestations d'invalidité prolongée, les congés de maladie, les congés spéciaux et les indemnités pour accidents du travail. Ces régimes d'avantages n'étant pas capitalisés, ils ne comportent aucun actif et présentent donc un déficit égal à l'obligation au titre des avantages constitués.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 26 SEMAINES CLOSE LE 2 JUILLET 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

12. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Produits provenant de la vente de biens	758 896 \$	568 631 \$	1 536 984 \$	1 204 959 \$
Produits provenant de la prestation de services	3 082	3 801	5 916	7 602
Total des produits des activités ordinaires	761 978 \$	572 432 \$	1 542 900 \$	1 212 561 \$

13. CHARGES D'AMORTISSEMENT

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Amortissement des immobilisations corporelles	3 360 \$	4 532 \$	7 267 \$	8 948 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 511	1 392	2 372	2 503
Total des charges d'amortissement	4 871 \$	5 924 \$	9 639 \$	11 451 \$

Les charges d'amortissement ont été reclassées dans les charges d'exploitation comme suit :

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Coût des ventes	2 433 \$	3 782 \$	5 348 \$	7 474 \$
Frais de marketing et ventes	878	1 029	1 526	1 763
Frais d'administration	1 560	1 113	2 765	2 214
Total des charges d'amortissement	4 871 \$	5 924 \$	9 639 \$	11 451 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 26 SEMAINES CLOSE LE 2 JUILLET 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

14. CHARGES DE RÉMUNÉRATION

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Inclus dans le coût des ventes				
Rémunération incluant les avantages sociaux à court terme	12 361 \$	12 959 \$	26 425 \$	26 374 \$
Coûts des régimes de retraite	1 683	1 740	2 960	2 964
Avantages sociaux à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	400	444	552	982
Inclus dans les frais de marketing et ventes				
Rémunération incluant les avantages sociaux à court terme	4 637	4 404	9 773	9 150
Coûts des régimes de retraite	609	724	988	1 096
Avantages sociaux à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	107	101	166	227
Inclus dans les frais d'administration				
Rémunération incluant les avantages sociaux à court terme	7 033	6 983	15 224	14 877
Coûts des régimes de retraite	1 569	1 669	2 344	2 374
Avantages sociaux à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	369	226	767	544
Indemnités de cessation d'emploi	433	1 221	382	1 758
Total des charges de rémunération et des avantages sociaux	29 201 \$	30 471 \$	59 581 \$	60 346 \$

15. CHARGES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL, AU NET

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Charges de recherche et développement	1 023 \$	1 549 \$	2 428 \$	3 135 \$
Crédit d'impôts à l'investissement à la recherche scientifique et au développement	(200)	(552)	(400)	(752)
Charges de recherche et développement, au net	823 \$	997 \$	2 028 \$	2 383 \$

Les charges nettes de recherche et développement sont incluses dans les frais d'administration dans l'état consolidé du résultat global.

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée, sur le plan de la propriété commune, à toutes les entités appartenant au gouvernement du Canada. Elle effectue des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non liées. Conformément à l'exemption de l'obligation en matière d'informations pour les « entités liées à une

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 26 SEMAINES CLOSE LE 2 JUILLET 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

autorité publique », la Société est exemptée de certaines dispositions relatives aux informations à fournir d'IAS 24 en ce qui a trait à ses transactions et soldes avec les parties liées suivantes :

- une autorité publique, dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;
- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Les transactions avec des parties liées qui sont significatives, considérées individuellement ou collectivement, comprennent celles avec le gouvernement du Canada et ses ministères et toutes les sociétés d'État fédérales.

La majorité des transactions avec le gouvernement du Canada l'ont été avec le ministère des Finances et concernaient la production, la gestion et la distribution de pièces de circulation canadiennes, et elles ont été négociées et évaluées à la juste valeur dans le cadre d'un protocole d'entente de trois ans par lequel le prix est convenu annuellement dans le cours normal des activités.

Les transactions conclues avec le ministère des Finances sont présentées ci-dessous :

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	2 juillet 2016	27 juin 2015	2 juillet 2016	27 juin 2015
Produits provenant du ministère des Finances	25 625 \$	26 309 \$	46 133 \$	47 431 \$
	Au			
	2 juillet 2016	31 décembre 2015		
Montant à recevoir du ministère des Finances	773 \$	8 110 \$		

La majorité des transactions avec des sociétés d'État ont porté sur la vente de produits numismatiques.

Vu l'application rétrospective d'IAS 16 à la date de transition aux IFRS, soit le 1^{er} janvier 2010, les charges d'amortissement qui ont été imputées au ministère des Finances conformément aux PCGR du Canada, à un taux supérieur aux charges d'amortissement réelles engagées selon IAS 16, ont été ajustées d'un montant de 8,2 millions de dollars à ce moment-là. Ce montant été inclus dans les fournisseurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière puisqu'il était remboursable à vue au ministère des Finances. En 2011, la Société a commencé à réduire de 0,5 million de dollars par année les montants facturés au ministère des Finances, et le solde de 5,7 millions de dollars au 2 juillet 2016 (5,7 millions au 31 décembre 2015) sera déduit dans les facturations futures des 11 prochaines années.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

17. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

17.1 Baux sur métaux précieux

Afin de faciliter la production de pièces de métaux précieux et de gérer les risques associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des accords au titre de contrats d'approvisionnement à prix ferme et des baux sur métaux précieux. Au 2 juillet 2016, la Société avait des engagements d'achat de métaux précieux de 21,7 millions de dollars (47,0 millions au 31 décembre 2015).

À la clôture de la période, la Société avait conclu des baux sur métaux précieux comme suit :

Onces	Au	
	2 juillet 2016	31 décembre 2015
Or	261 614	321 747
Argent	13 361 238	6 746 665
Palladium	6 944	8 594
Platine	25 387	13 042

Les frais de location sont fondés sur la valeur de marché. Les paiements au titre des baux sur métaux précieux comptabilisés en charges dans les 26 semaines closes le 2 juillet 2016 se sont élevés à 3,6 millions de dollars (1,9 million dans les 26 semaines closes le 27 juin 2015). La valeur des métaux visés par ces baux n'apparaît pas aux états financiers consolidés de la Société, car elle a l'intention de les régler par la prise de possession ou l'expédition des métaux en question.

17.2 Engagements sur métaux communs

Afin de faciliter la production de pièces de circulation et de collection (pour le Canada et d'autres pays) et de gérer ses risques financiers associés aux variations des prix des métaux, la Société peut conclure des contrats d'approvisionnement à prix ferme. Au 2 juillet 2016, la Société avait des engagements d'achat de 18,7 millions de dollars (22,5 millions au 31 décembre 2015).

17.3 Garanties commerciales et bancaires

La Société détient diverses garanties bancaires et commerciales liées à la production à forfait de pièces étrangères. Les garanties ont été émises dans le cours normal des activités, et elles ont été accordées par diverses institutions financières qui offrent à la Société des lignes de crédit de soutien. La durée maximale des garanties de bonne fin est généralement de un an, selon le contrat visé, tandis que la durée maximale des garanties de soumission est de cinq ans. En règle générale, la durée des garanties de soumission est inférieure à trois mois, selon la durée de la période de soumission relative au contrat visé. La durée des divers contrats visés par les garanties de soumission ou de bonne fin varie normalement de un à deux ans. Les paiements susceptibles de devenir exigibles aux termes des engagements précités feraient suite à l'inexécution d'un contrat par la Monnaie. La Société ne prévoit pas devoir verser de paiement d'importance dans l'avenir. Au 2 juillet 2016, le montant maximal des paiements futurs susceptibles de devenir

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

exigibles aux termes des garanties de soumission et de bonne fin était de 7,5 millions de dollars (14,4 millions au 31 décembre 2015).

17.4 Autres engagements et garanties

La Société peut emprunter au Trésor ou à toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Depuis mars 1999, suivant l'entrée en vigueur des modifications à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, l'ensemble des montants empruntés et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 75 millions de dollars. En date du 2 juillet 2016, les emprunts à court terme approuvés dans ce contexte et destinés au fonds de roulement ne devaient pas dépasser 25 millions de dollars CA ou l'équivalent en dollars américains.

Pour répondre à ces besoins éventuels d'emprunts à court terme qui peuvent être nécessaires de temps à autre, la Société détient avec plusieurs institutions financières canadiennes diverses lignes de crédit commerciales non garanties et prévoyant des emprunts pour une durée maximale de 364 jours à des taux négociés. Aucune de ces lignes de crédit n'avait été utilisée au 2 juillet 2016 ou au 27 juin 2015.

Au 2 juillet 2016, la Société s'était engagée à consacrer environ 4,7 millions de dollars à des projets d'immobilisations (4,3 millions au 31 décembre 2015).

Le total estimé des engagements minimums futurs qui subsistent est indiqué ci-dessous.

<i>(en milliers de \$ CA)</i>	2016	2017	2018	2019	2020	2021 et par la suite	Total
Contrats de location simple	4 137 \$	4 396 \$	4 337 \$	2 230 \$	1 998 \$	7 592 \$	24 690 \$
Autres engagements (aucun contrat de location)	30 695	1 382	1 067	771	33	606	34 554
Total	34 832 \$	5 778 \$	5 404 \$	3 001 \$	2 031 \$	8 198 \$	59 244 \$

Il existe diverses créances légales contre la Société. Celles qui sont incertaines en termes d'issue ou de sortie potentielle ou qui ne peuvent pas être évaluées sont considérées comme des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Au 2 juillet 2016, les fournisseurs et charges à payer tenaient compte d'une provision de 0,6 million de dollars pour une obligation éventuelle de nature juridique (0,7 million au 31 décembre 2015). Le montant et le moment du règlement de la provision sont incertains.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

18. RECLASSEMENT

Dans le présent exercice, la Société a modifié le classement de certaines charges figurant dans l'état consolidé du résultat global, les faisant passer des frais d'administration au coût des ventes afin de refléter plus fidèlement leur nature. Les montants correspondants indiqués pour la période comparative ont été reclassés afin d'en assurer la cohérence.

Comme les montants concernent des éléments qui ont trait aux activités d'exploitation et qui ont été reclassés dans l'état consolidé du résultat global, leur reclassement n'a eu aucune incidence sur l'état consolidé de la situation financière.